

Osez le féminisme!

<http://www.osezlefeminisme.fr> - n°15 - Août 2011

ÉDITO

2012 : SI ON S'INVITAIT DANS LA CAMPAGNE ?

Ces dernières semaines, plus de 30 000 personnes ont exprimé leur ras-le-bol du machisme, en signant l'appel des féministes contre le sexisme.

Depuis, plusieurs partis politiques, tous bords confondus, ont fait mine de s'intéresser au sujet, laissant à penser que le féminisme deviendrait tendance.

Or, ces dernières années, le gouvernement n'a eu de cesse de rogner sur les droits des femmes : fermetures de centres IVG, précarisation des femmes par la réforme des retraites...

À l'inverse, nous savons qu'une réelle volonté politique peut constituer un puissant levier pour l'égalité. Les exemples ne manquent

pas : la loi de 2001 sur l'IVG et la loi de 2010 sur les violences conjugales ont été de réelles avancées, même si leur application n'est pas idéale et que beaucoup reste à obtenir.

Il est de la responsabilité du mouvement social, associatif et féministe de porter des revendications et d'instaurer un réel rapport de force dans la société. L'essai ne sera véritablement transformé que lorsque les partis politiques se saisiront de ces revendications et les mettront en œuvre. 2012 représente donc un cap important (mais pas le dernier !). À nous de nous inviter dans les débats et d'interpeller partis, candidates et candidats sur leurs programmes et bilans en matière de droits des femmes.

Et après 2012, nous saurons leur rappeler leurs engagements.

AGENDA

✓ Universités d'été des partis politiques de gauche

Osez le féminisme est présente :

Les verts : les 19, 20 et 21 août à Clermont-Ferrand

Le Parti de Gauche : les 26, 27 et 28 août à Grenoble

Le Parti Socialiste : les 26, 27 et 28 août à La Rochelle

✓ Mobilisation pour la maternité des Lilas (93)

Samedi 24 septembre à 11h devant cette maternité

Pour soutenir le projet de reconstruction de cette maternité de proximité en Seine-Saint-Denis

✓ Festival féministe de films documentaires

« Femmes en résistance »

les 1er et 2 octobre à Arcueil (94)

Au programme : projections, débats, expos, concerts...



QUI SOMMES NOUS ?

Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité, nous nous rassemblons, femmes et hommes, militantes et militants aux expériences diverses, pour prendre part au combat féministe. Violences, discriminations, dominations, oppressions, nous en avons assez. Nous affirmons les valeurs universelles portées par le féminisme, combat progressiste pour l'égalité et la laïcité.

Rassemblement suite au manifeste « Sexisme, ils se lâchent, les femmes trinquent »



ONU FEMMES : TROP PEU DE MOYENS

Le tout premier rapport de cette nouvelle institution, créée il y a un an et dirigée par l'ancienne Présidente du Chili, Michelle BACHELET, a été rendu public en juillet. Il dresse un bilan des actions de l'institution et recense les inégalités et les violences subies par les femmes dans 134 pays.

Le résultat est sans appel : les inégalités persistent dans tous les pays du monde, indépendamment de la culture ou du niveau de développement. Mais ONU femmes a-t-elle les moyens d'agir ? Son budget est de seulement 500 millions de dollars, à comparer, par exemple, aux 5 milliards de dollars dont dispose le Programme des Nations Unies pour le Développement.

CLAIRE SERRE-COMBE

POUR UN VRAI CHOIX DE SA CONTRACEPTION

Et pourquoi pas une contraception définitive ? Certaines femmes sont sûres de ne plus vouloir d'enfants, soit parce qu'elles en ont déjà et n'en veulent plus, soit parce qu'elles n'en veulent pas. Aux États-Unis, la stérilisation est la deuxième méthode choisie par les femmes après la pilule. En France, la dernière méthode de stérilisation à visée contraceptive, nommée Essure® - très simple et ne requérant que 10 minutes de pose - n'est plus prise en charge par l'assurance maladie qu'à partir de 40 ans. Pourquoi les femmes devraient-elles être pénalisées quand elles choisissent un moyen de contraception définitif ?

NOÉMIE OSWALT

LE FOOT FÉMININ À LA UNE



Le football féminin est sorti de l'ombre cet été. Comme nous le signalions dans un dossier spécial « Coupe du monde » publié sur notre site internet l'été dernier, le football est encore considéré comme un sport d'hommes. Les choses commencent à changer : la demi-finale des Bleues a été suivie par plus de 2,3 millions de téléspectateurs sur Direct 8, record absolu pour une chaîne de la TNT. Mais c'est encore loin des 22 millions de la demi-finale hommes de 2006. Espérons toutefois que l'épopée des Bleues donnera envie à beaucoup de petites filles de jouer au foot. Les sports n'ont pas de sexe !

PATRICIA PERENNES

LES FEMMES APRÈS LA RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE ?

Les Egyptiennes ont largement pris part à la révolution de janvier 2011, manifestant en nombre sur la place Tahrir et dans le reste du pays.

Pourtant, aucune femme ne figure dans le comité chargé de la révision de la constitution et les dernières nominations au gouvernement sont quasi 100% masculines. Fin juillet, une quinzaine d'associations de femmes sont montées au créneau pour réclamer la parité mais aussi le respect de leurs droits.

Espérons que le gouvernement en place saura les entendre afin d'inclure leurs revendications dans la future constitution.

MAËLLE PELLETIER



« LES FILLES ET LES MATHS, ÇA FAIT 2 !

C'est bien connu, les garçons ont une calculatrice dans la tête et les filles des anticorps qui font obstacle à toute tentative de résoudre un problème mathématique ! Elles sont moins logiques et ne sont pas à l'aise avec les raisonnements abstraits, tandis que les garçons réussissent naturellement en maths. Pourtant, aucune étude n'a prouvé que les différences de résultats et d'appétence pour les mathématiques entre filles et garçons sont naturelles et immuables.

À l'inverse, en 2007, une étude américaine, dirigée par Janet HYDE, psychologue à l'Université du Wisconsin, montre qu'il n'existe pas de différence significative entre filles et garçons, ni dans les résultats, ni dans les aptitudes. Cette étude indique également que lorsqu'on dit aux filles qu'elles feront moins bien que les garçons, cela entrave leurs performances. Il s'agit donc plutôt de confiance en soi, et non de différence génétique. Les filles en arrivent à intégrer inconsciemment qu'elles seront mauvaises en maths, et se découragent. C'est d'autant plus dommageable que les mathématiques sont très valorisées et débouchent sur des métiers mieux rémunérés.

Alors oui, une fille aussi peut résoudre une équation !

AURÉLIE DE SOUSA

MODES DE GARDE : LE CASSE-TÊTE DE LA RENTRÉE

Obtenir une place en crèche pour son enfant est une épreuve de force.

De surcroît, l'école pré-élémentaire accueille de moins en moins d'enfants avant trois ans. La rentrée des classes est, pour les parents, un véritable casse-tête.

Le système français avec son accueil en crèche des enfants de moins de 3 ans est souvent présenté comme l'un des meilleurs d'Europe.

Et il est vrai que des modes d'accueil adaptés vont souvent de pair avec un fort taux d'emploi féminin. Cela étant, les places sont encore largement insuffisantes et les femmes voient leurs activités professionnelles impactées par l'arrivée d'un enfant : 12% des femmes interrompent leur carrière après une première naissance et 43% après la venue d'un troisième enfant... sans compter les passages à temps partiel.

À l'inverse, les carrières des hommes restent, elles, très peu affectées par l'arrivée d'un enfant, voire plutôt en progression.

Un plan d'urgence !

La création de places en crèches constitue donc bien un enjeu de société majeur, en termes d'égalité femmes-hommes.

Or, sous couvert d'augmenter le nombre de places en crèche, les pouvoirs publics ont ces dernières années utilisé de divers subterfuges, comme la diminution des exigences d'encadrement en crèche ou la création de solutions d'accueil à temps partiel, contraignant certains parents - presque toujours les mères - à basculer eux-aussi dans le temps partiel.



Charles PLATIEU / Reuters

43% DES FEMMES INTERROMPENT LEUR CARRIÈRE APRÈS LA VENUE D'UN TROISIÈME ENFANT

Face à la dégradation des conditions d'accueil de la petite enfance, le collectif « Pas de bébés à la consigne » a élaboré un plan d'urgence.

Il revendique, entre autres, la création de 400 000 places en accueil collectif pour répondre aux besoins d'accueil des familles et la formation de 10 000 professionnels par an qualifiés dans ce domaine.

Une scolarisation tardive

En onze ans, faute de places dans les écoles, le nombre d'enfants de 2 ans scolarisés est passé de 34,5% en 2000 à 13,6% à la rentrée 2010.

Pour les « jardins d'éveil » nouvellement promus par le gouvernement afin d'accueillir des enfants de deux à trois ans, seulement 8 000 places sont évoquées par le ministère de l'Éducation. On est loin du compte : 70 000 places dans cette tranche d'âge ont été perdues en école pré-élémentaire depuis 10 ans. De surcroît, les jardins d'éveil ne sont pas gratuits, contrairement à l'école publique!

Pour permettre aux parents de résoudre l'impossible quadrature du cercle entre vie professionnelle et vie familiale, il est temps de créer un véritable service public de la petite enfance, gratuit et adapté aux besoins des familles.

LUCIE GROUSSIN

Pour l'enseignement du genre

Les manuels de Sciences de la vie et de la terre des classes de Première vont être enrichis, à la rentrée, d'un nouveau chapitre sur l'enseignement du genre. On peut y lire, par exemple, que « si l'identité sexuelle et les rôles sexuels dans la société appartiennent à la sphère publique, l'orientation sexuelle fait partie, elle, de la sphère privée ». C'est en trop pour Christine BOUTIN et les extrémistes catholiques qui crient au parti pris idéologique et exigent le retrait de ces manuels. Une telle ingérence religieuse dans l'enseignement public est inacceptable. Signez vite la pétition!

L.G

<http://10048.lapetition.be/> Pétition à l'initiative de l'Institut Emilie du Châtelet
- Retrouvez notre interview sur le sujet du sociologue Eric FASSIN en page 7 -

Le féminisme, tendance pour 2012 ?

Alors que le sexisme a fait irruption dans le débat public, l'égalité femmes-hommes pourrait bien devenir un enjeu de la campagne présidentielle, à condition que les politiques s'emparent réellement du sujet. Les féministes sont là pour y veiller. Et se mobiliseront pour que le féminisme soit un des sujets majeurs de ces élections.



Ces derniers temps, on a pu sentir en France un ras-le-bol des inégalités s'exprimer toujours plus fortement. Au point que, selon un sondage réalisé il y a quelques semaines pour le Laboratoire de l'Égalité, 73% des Français jugeraient important que l'égalité entre les femmes et les hommes soit à l'ordre du jour des élections présidentielles de 2012. L'appel contre le sexisme, signé en quelques jours par 30 000 personnes, en fut une des illustrations.

Mais la montée de l'indignation contre le sexisme ne date pas de l'affaire de New-York.

À l'automne 2010 déjà, les inégalités entre les retraites des femmes et celles des hommes avaient été un enjeu important des manifestations contre la réforme des retraites, avec en miroir les inégalités salariales et la précarité au travail qui touche en premier lieu les femmes.

Depuis, l'indignation n'est pas retombée.

Nous observons, chaque semaine, des mobilisations contre la fermeture des centres d'IVG et des maternités de proximité.

Sur le site « Vie de Meuf » s'exprime chaque jour l'expression du ras-le-bol du sexisme ordinaire au travail et dans la vie quotidienne. Nous assistons donc bien à une évolution profonde dans la société française.

Une aspiration profonde

Cette aspiration qui traverse la société française est le fruit de mobilisations féministes qui ont permis de mettre sur le devant de la scène la question des inégalités et offert des modes d'intervention variés aux personnes qui voulaient passer à l'action. Ces mobilisations ont contribué à

élever le niveau d'exigence en matière d'égalité.

Un certain nombre de revendications ont été clairement exprimées lors des Rencontres d'été « Féministes en mouvement ».

Notre texte de sortie l'affirme : « 2012 ne se fera pas sans les féministes : nous exigeons l'égalité maintenant ! » (*voir ci-contre*).

Ainsi, le mouvement féministe, dans sa grande diversité, se fait le porte-voix de toutes celles et de tous ceux qui veulent en finir avec les inégalités.

Il met en avant dès maintenant un projet global et des priorités à l'adresse des pouvoirs publics et des partis politiques qui ont pour ambition de diriger le pays demain. Parmi les mesures à prendre d'urgence, une véritable politique de lutte contre les violences faites aux femmes, un accès véritablement libre et gratuit à la contraception, des sanctions – appliquées – dans les entreprises qui ne respectent pas l'égalité professionnelle et salariale.

Pas d'instrumentalisation !

Avec l'arrivée à grands pas des élections présidentielles, certains partis politiques ont pris conscience de cette aspiration et font mine ou tentent de proposer des réponses, y compris ceux, qui,

à priori, ne se sont pas fait connaître pour leur féminisme invétéré. Ainsi, le Nouveau Centre - qui ne compte aucune femme dans son groupe à l'Assemblée nationale - a organisé en mars une convention intitulée « Où sont les femmes ? » (?!!). Si les parties politiques prennent enfin conscience de l'importance de l'inégalité femmes-hommes, c'est tant mieux. A condition que cela ne soit pas un engagement de circonstance.

Dans la course électorale qui s'annonce en 2012, on pourrait craindre que la thématique de l'égalité ne soit absente des débats. Mais, inversement, le danger peut être grand de voir instrumentaliser les droits des femmes.

Certains, sur ce sujet, avancent cachés. Ainsi, derrière sa nouvelle image plus policée que du temps de Jean-Marie LE PEN, le Front National prévoit toujours sur son site internet un référendum pour remettre en cause le droit à l'IVG. Défenseur d'une politique familialiste, il s'est toujours opposé aux acquis féministes.

2012, le moment d'interpeller!

Nous en sommes convaincu-e-s, la politique, les politiques, peuvent changer les choses. En bien ou en mal. Ainsi, depuis 4 ans, la politique du gouvernement a eu des conséquences désastreuses pour les femmes, comme nous l'avons dénoncé à maintes reprises. Mais par le passé, nous avons constaté que la politique peut aussi améliorer la situation des femmes.

Les plus grandes avancées obtenues en matière d'égalité femmes-hommes ces dernières décennies ont été le fruit d'une volonté politique réelle des pouvoirs publics.

Ne l'oublions pas, ces avancées ont d'abord pris la forme d'exigences et de luttes féministes. Combien de manifestations, de pétitions, d'actions coup de poing, pour obtenir le droit de vote, le droit à la contraception, à l'avortement, ou, plus tard, la loi sur la parité ?

Mais si nous, féministes, ne forçons pas les partis politiques à prendre en compte nos exigences et à prendre des engagements concrets en matière d'égalité, qui les mettra en œuvre ?

Dans notre pays, la campagne qui précède les élections présidentielles et législatives est un moment unique de débat public.

Nous en avons fait l'expérience douloureuse en 2002 avec la sécurité ou en 2007 avec le « travailler plus pour gagner plus » : les thèmes de la campagne présidentielle influent fortement sur les politiques mises en œuvre les cinq années suivantes.

Dans les mois qui viennent, il sera de notre responsabilité d'offrir des débouchés concrets à l'indignation qui s'est exprimée ces derniers temps. Les responsables politiques doivent entendre que l'égalité femmes-hommes n'est pas - n'est plus - un sujet annexe. Plus nous serons nombreuses et nombreux dans la société à nous mobiliser, plus l'égalité aura une chance d'avancer.

Alors, c'est décidé, en 2012, les féministes s'invitent dans la campagne! Venez mener cette bataille excitante à nos côtés!

THALIA BRETON

L'égalité c'est maintenant!

Plus de 600 personnes se sont retrouvées les 2 et 3 juillet derniers à Évry, pour les Rencontres d'été « Féministes en mouvement ». À l'initiative de Osez le féminisme!, ce sont au total 44 associations qui ont organisé ces rencontres.

Un texte a été adopté, posant 10 exigences pour 2012 :

1. La création d'un ministère d'État des droits des femmes et d'une administration dédiée, dotés de moyens d'intervention conséquents et appropriés.
2. Que l'égalité professionnelle et salariale devienne une priorité nationale : en contraignant les employeuses et employeurs à mettre en place l'égalité réelle sous peine de sanctions, en développant le service public de la petite enfance et en créant celui des personnes dépendantes.
3. Que l'éducation à l'égalité entre les femmes et les hommes fasse partie intégrante de la formation des actrices et acteurs éducatifs, comme des programmes d'enseignement, de la petite enfance à l'université.
4. Que la lutte contre toutes les formes de violences et de discriminations envers les femmes se traduise notamment par la mise en œuvre des dispositifs existants et l'affectation de moyens adaptés.
5. Que l'accès libre et gratuit à la contraception et à l'IVG soit garanti sur l'ensemble du territoire et que l'éducation à la sexualité devienne une priorité.
6. Que la parité dans les instances de décision politique soit effective à tous les niveaux de représentation dès les législatives de 2012 et que la réforme territoriale soit profondément revue sous cet angle.
7. Que les droits des personnes soient les mêmes pour toutes et tous quelle que soit leur identité ou leur orientation sexuelle.
8. Que l'État impose à l'échelon européen une harmonisation par le haut des droits des femmes.
9. Que l'État favorise toutes les politiques en faveur des droits des femmes dans le monde et accorde le droit d'asile aux victimes de violences sexistes ou sexuelles, dont les femmes victimes du système prostitueur. Il faut enfin régulariser les travailleuses et travailleurs sans papiers.
10. Que l'État reconnaisse comme essentiel le travail mené par les associations féministes et leur affecte des financements pluriannuels conséquents, indispensables à la mise en œuvre d'actions pérennes.

UN PROGRAMME FÉMINISTE, CE N'EST PAS QUE LES DROITS DES FEMMES

Un programme politique féministe ne se limite pas à l'élaboration et l'application de mesures destinées seulement aux femmes (lutte contre les violences conjugales, contraception, parité, ...). Une politique féministe examine chaque proposition politique à l'aune de la question suivante : dans quelle mesure ce projet va-t-il mettre en danger, ou favoriser, l'égalité femmes-hommes ?

Prenons l'exemple emblématique de la réforme des retraites. Elle a pu sembler de prime abord toucher indistinctement les femmes et les hommes. Or, les femmes ont été les grandes perdantes de celle-ci : du fait des interruptions de carrière plus fréquentes pour elles, elles sont les premières touchées par le passage de l'âge de départ sans décote de 65 à 67 ans. D'abord absente du débat, cette problématique s'est peu à peu imposée au gouvernement sous la pression des féministes ayant élevé la voix et pris part aux cortèges.

La réforme de l'hôpital peut être examinée sous le même angle : la réduction des moyens alloués aux hôpitaux apparaît dans un premier temps comme une mesure simplement comptable. Pourtant, elle a entraîné la fermeture des services considérés comme les moins « rentables », tout particulièrement les services de maternité et les centres IVG. Cette réforme « globale » touche donc tout particulièrement les femmes et leur droit à disposer de leur corps.

Une vision globale de la société

Autre exemple, l'abattement des charges pour les temps partiels, qui concernent principalement des emplois « féminisés » (grande distribution, aide à la personne). Il a eu pour conséquence la quasi disparition des temps pleins dans ces métiers, empêchant ainsi les salariés, en majorité salariées,

d'espérer toucher un salaire décent, ne serait-ce qu'égal au SMIC. On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Ils illustrent le fait qu'une politique réellement féministe embrasse l'ensemble des sujets et ne saurait en aucun cas s'arrêter à la seule question des droits des femmes.

Le féminisme porte une vision globale de la société. Les inégalités entre femmes et hommes sont complexes et touchent l'ensemble des sphères : éducation, vie professionnelle, famille, santé, image dans les médias, etc... Ce qui nécessite une analyse genrée de chaque politique publique !

MARIE-ANNE BACHELERIE, OLF 91

Pourquoi demander un ministère des droits des femmes ?

Stagnation de l'égalité professionnelle, augmentation des violences faites aux femmes, fermeture de centres IVG, les inégalités femmes-hommes se sont largement creusées des dernières années. Dès que la volonté politique s'émousse, force est de constater que les droits des femmes reculent. Afin de concrétiser une véritable politique d'égalité femmes-hommes, une instance dédiée telle qu'un ministère des droits des femmes ne peut qu'améliorer la situation des femmes, en remettant cette question au cœur des débats dans tous les domaines.

Trop souvent, ce ministère a vocation à traiter différents types de discriminations ensemble. Or, les discriminations sexistes sont spécifiques, elles reposent sur l'inégalité non pas du sexe biologique, mais du sexe social, c'est-à-dire les conditions concrètes de vie des femmes.

De plus, elles concernent non pas une minorité mais 51% de la population. Dans les périodes où cette entité a existé, les droits des femmes ont globalement avancé. Bien sûr, se contenter de décréter la création de cette instance ne suffit pas. Il est nécessaire de doter également cette structure d'une administration dédiée, des moyens financiers et humains suffisants et de ne pas en rester aux déclarations d'intention.

JULIE MURET



www.sandrine70.wordpress.com

QUIZZ DE L'ÉTÉ

Reliez chaque date à l'évènement qui lui correspond :

- | | |
|--------|--|
| 1974 ● | ● A - La loi Haby rend la mixité obligatoire |
| 1975 ● | ● B - La pilule est remboursée par la sécurité sociale |
| 1980 ● | ● C - Droit pour les femmes mineures d'avorter sans autorisation parentale |
| 1990 ● | ● D - La cour de cassation reconnaît le viol entre époux |
| 2001 ● | ● E - Le congé de maternité passe à 16 semaines |

Réponses : 1974-B, 1975-A, 1980-E, 1990-D, 2001-C

Éric FASSIN : « dénaturaliser l'ordre des choses »

Éric FASSIN est sociologue à l'École normale supérieure et chercheur à l'Iris. Il a publié en 2009 « Le sexe politique ». Il répond à nos questions sur l'introduction du genre dans les programmes scolaires à partir de la rentrée 2011.



comme signe de modernité démocratique légitime quelque peu les études de genre. Les nouveaux programmes de SVT montrent que ce début de reconnaissance institutionnelle atteint

l'enseignement secondaire; en outre, il s'agit des sciences de la nature, et pas seulement humaines : même la nature est (enfin) dénaturalisée.

Les théories du genre subissent des attaques permanentes des sphères religieuses. Pourquoi ?

Les programmes parlent également de contrôle de la reproduction (contraception, avortement). Or c'est contre le genre que la droite religieuse concentre ses attaques. Dès la conférence de Pékin sur les femmes, en 1995, le Vatican a compris que ce concept ouvrait la porte à des remises en cause. Dans les manuels, il est question de transsexualité et d'intersexualité, mais aussi d'homosexualité : ni le sexe ni

l'orientation sexuelle ne sont simplement donnés par la nature. C'est nous qui définissons l'ordre des choses, et non quelque principe transcendant. Confrontées à cette logique démocratique, les autorités religieuses redoutent de perdre tout contrôle sur le monde.

Comment expliquer la difficulté, au-delà des seules sphères religieuses, de convaincre du caractère social des différences femmes-hommes ?

Si l'ordre des choses est un ordre naturel, alors, ce qui est doit être. Pour lutter contre cette (fausse) évidence, qui donne aux inégalités une apparence de nécessité, un travail de rupture doit être mené. C'est vrai dans tous les domaines : ainsi, la critique marxiste visait à dénaturaliser le capitalisme, dont l'idéologie fait apparaître l'ordre économique comme naturel. On prend aujourd'hui conscience que même l'ordre des corps, des sexes et des sexualités n'est pas fondé en nature : c'est l'extension du domaine démocratique aux questions sexuelles.

Propos recueillis par
MAGALI DE HAAS

INITIATIVE

DEBOUT LES FILLES !

Télédebout est une nouvelle WEB TV féministe et pédagogique : actualités, vidéos à destination de la jeunesse et supports pédagogiques pour les enseignantes et les enseignants...

La création de Télédebout fait suite à un constat simple : les femmes sont invisibles ou secondaires dans les médias. Comme le montre l'enquête réalisée par l'association des femmes journalistes en 2006* portant sur 192 articles dans 5 quotidiens nationaux et 2 régionaux, les femmes sont peu représentées : sur 826 personnes mentionnées, on trouve 17,7% de femmes et



82,3% d'hommes ! À Toulouse, des femmes journalistes, enseignantes ou cinéastes décident donc en

septembre 2010 de lancer un média audiovisuel qui défend l'égalité femmes-hommes et promeut les initiatives des femmes (artistes, universitaires...). Télédebout s'adresse à tous les sexes et tous les âges en dénonçant l'illusion d'égalité dans notre société. La WEB TV organise actuellement un concours jeunesse « Buzzons contre le sexisme » : pour participer les jeunes de 10-22 ans, individuellement ou par classe (inscrites par les professeurs), peuvent envoyer des vidéos dénonçant le sexisme avant le 31 décembre. Le site Télédebout contribue à déconstruire les stéréotypes selon lesquels le masculin serait universel.

NATALY BREDÀ, OLF 31

* « L'image des femmes dans les médias »
par Michèle REISER et Brigitte GRÉSY.

DU CÔTÉ DES ORGANISATIONS

Créée en 1969, l'association « FIT, une femme, un toit » accueille sur Paris une centaine de jeunes femmes en état de précarité, ou victimes de violence. Mais c'est bien plus qu'un simple centre d'hébergement. Le projet de l'association est clairement féministe.

Dans son centre d'hébergement de Paris, le FIT accueille des jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans, durant 18 mois en moyenne. 88% des résidentes sont en rupture familiale, suite à un viol, un mariage forcé, des violences conjugales ou familiales. La moitié d'entre elles ont fui leur famille sans ressources.

Le FIT leur vient en aide pour se vêtir



et se loger, mais pas seulement : il accompagne ces jeunes femmes afin qu'elles deviennent autonomes et parviennent à sortir de la précarité. L'association les aide ainsi dans leurs démarches administratives, leur recherches d'emploi et de formation.

Mais le FIT a aussi une vocation militante. Outre l'accompagnement vers l'autonomie, le FIT construit au quotidien, avec les femmes qu'il accueille des outils d'analyse critique féministe. Cette prise de conscience que les diverses violences subies ne sont pas des histoires individuelles fortuites mais s'inscrivent

dans une société inégalitaire et machiste, permet aux résidentes de dépasser le statut de victime et

d'aller de l'avant par elles-mêmes et pour elles-mêmes. L'association fonctionne grâce aux subventions publiques. Mais, cette année, le gouvernement a supprimé 6% de son budget. Par conséquent, l'association qui donnait 107 euros par mois en 2010 à chacune des 60 résidentes pour l'alimentation n'en donne aujourd'hui plus que 28. Une somme dérisoire, qui ne permet évidemment pas de se nourrir correctement. À l'heure de la fermeture d'un centre d'hébergement pour les femmes à Paris, on est malheureusement bien loin de la « grande cause nationale 2010 contre les violences faites aux femmes ».

LUCIE SABAU

À voir sur le FIT « Une fille comme moi », documentaire de Sandrine Goldschmidt, auteure du blog « A dire d'elles »

CHRONIQUES DU SEXISME ORDINAIRE

La plupart des magazines féminins proposent des tests pendant l'été exhortants les femmes à être tout simplement... parfaites. Osez le féminisme a voulu se frotter à l'exercice. Les questions sont issues de vrais tests. Les réponses, par contre...

Cet été, vous avez choisi le régime :

- a - Régime Du Camp (de vacances)
- c - Crumble banane-nutella
- b - Ah, il faut faire un régime l'été ?

Vous êtes plutôt ticket de métro ou intégrale ?

- a - Moi, c'est plutôt l'origine du Monde de Courbet
- b - Je suis contre toute forme de torture
- c - Je suis plutôt pass navigo, korrigo, rapido presto

Pour vous, les préliminaires, c'est :

- c - Un apéro
- b - Avant, pendant, après, n'est-ce pas tout simplement central ?
- a - Hein, quoi les primaires ? Ben en octobre, pourquoi ?

Les mensurations idéales, vous diriez que c'est :

- b - 80 - 70 - 90 et inversement
- a - 1 fois par mois, 3 jours (ah, non, ça, c'est les menstruations)
- c - Pour une tomate, 50g, c'est bien

Le mariage, ce sera pour vous :

- a - Celui de votre meilleur ami / meilleure amie
- c - Une occasion de faire la fête
- b - Quand on aura légalisé le mariage homosexuel

JULIE MURET

Réponses : Majorité de a, b ou c : Faites ce que vous voulez, ce n'est pas aux testes des magazines féminins de vous dire comment mener votre vie !

LE GRAND NON-TEST DE LA RENTRÉE



Votre mec reçoit un SMS à 23h30 :

- c - Vous dormez
- a - Super, une teuf !
- b - Vous voulez dire ma meuf reçoit un sms ?

Comité de rédaction : LUCIE GROUSSIN et LUCIE SABAU - Logo : Mila JEUDY - Maquette : Lucie GROUSSIN Editrice : Osez le féminisme ! Directrice de publication : Julie MURET Dépôt légal : Bibliothèque Nationale de France—ISSN 2107-0202 Imprimé par Imprimerie Grenier - 115 avenue Raspail 94 250 Gentilly



Vous souhaitez recevoir le journal, participer à sa rédaction ou à sa diffusion ?

CONTACTEZ-NOUS !

Envoyez vos coordonnées à contact@osezlefeminisme.fr
www.osezlefeminisme.fr